

Table des matières

(avec renvoi aux pages)

Liste des abréviations.....	5
Sommaire	9
Introduction.....	11

TITRE 1 Constitution

CHAPITRE 1. CONDITIONS DE FOND	37
Section 1. Montant du capital	37
1. <i>Capital minimum</i>	37
2. <i>Capital suffisant et plan financier</i>	37
3. <i>Responsabilité pour capital insuffisant</i>	40
Section 2. Souscription du capital	43
1. <i>Intégralité de la souscription</i>	43
1.1. PRINCIPE	43
1.2. CONSÉQUENCES DE LA SOUSCRIPTION INTÉGRALE.....	44
1.2.1. Les actions ne peuvent, en principe, être émises sous le pair	44
1.2.2. La société ne peut souscrire ses propres actions ni directement, ni par une société filiale, ni par un « prête-nom » (art. 7:5).....	45
1.2.3. Seuls peuvent être apportés des biens susceptibles d'évaluation économique.....	45
1.2.4. L'apport ne peut être fictif	47
2. <i>Évaluation des apports</i>	48
2.1. VALEUR CONVENTIONNELLE DES APPORTS.....	48
2.2. CONTRÔLE DES APPORTS EN NATURE PAR UN RÉVISEUR D'ENTREPRISES..	50

3. <i>Quasi-apports</i>	52
3.1. RÉGIME.....	52
3.2. RESPONSABILITÉ.....	54
4. <i>Absence de condition et validité des engagements</i>	54
4.1. CONDITION.....	54
4.2. CAPACITÉ.....	54
4.3. CONSENTEMENT.....	57
4.4. CAUSE.....	58
4.5. SOUSCRIPTIONS FICTIVES OU SIMULÉES.....	59
5. <i>Nature juridique de la souscription : controverse</i>	60
Section 3. Libération du capital	64
1. <i>Libération initiale obligatoire</i>	64
2. <i>Appels de fonds subséquents</i>	66
CHAPITRE 2. CONDITIONS DE FORME	75
Section 1. Mode de constitution et mentions de l'acte constitutif ...	75
Section 2. Mandataires et porte-fort	79
CHAPITRE 3. NULLITÉ	81
CHAPITRE 4. RESPONSABILITÉ DES FONDATEURS	85
Section 1. Fondateurs	85
Section 2. Responsabilités	86
1. <i>Obligation de garantie</i>	86
2. <i>Responsabilité proprement dite</i>	87
3. <i>Mise en œuvre de la responsabilité</i>	88
CHAPITRE 5. SOCIÉTÉ EN FORMATION	89

TITRE 2

Les titres et leur transfert

INTRODUCTION.....	95
CHAPITRE 1. RÈGLES GÉNÉRALES	97
Section 1. Types de titres	97
Section 2. Indivisibilité des titres	98

CHAPITRE 2. FORME DES TITRES	99
Section 1. Titres nominatifs	99
Section 2. Titres dématérialisés	101
1. <i>Principe</i>	101
2. <i>Propriété des titres dématérialisés et mise en gage sur titres dématérialisés</i>	104
3. <i>Revendication</i>	106
4. <i>Saisie</i>	107
5. <i>Exercice des droits sociaux</i>	107
CHAPITRE 3. TYPES DE TITRES	109
Section 1. Actions	109
1. <i>Droits attachés à l'action</i>	110
1.1. DROITS SOCIAUX.....	110
1.2. DROITS FINANCIERS.....	113
1.3. DROITS PATRIMONIAUX.....	113
2. <i>Catégories particulières d'actions</i>	114
2.1. ACTIONS PRIVILÉGIÉES ET <i>TRACKING STOCKS</i>	114
2.2. ACTIONS SANS DROIT DE VOTE.....	114
2.2.1. Principe.....	114
2.2.2. Conditions.....	115
2.2.3. Octroi du droit de vote.....	116
Section 2. Parts bénéficiaires	116
1. <i>Notion</i>	116
2. <i>Droits des porteurs de parts bénéficiaires</i>	116
3. <i>Émission</i>	117
Section 3. Obligations	118
1. <i>Introduction</i>	118
2. <i>Régime</i>	118
2.1. DÉFINITION, ORGANISATION ET CONDITIONS.....	118
2.1.1. Définition, organisation et droit d'information.....	118
2.1.2. Condition résolutoire.....	119
2.1.3. Faillite et perte du bénéfice du terme.....	119
2.1.4. Égalité des obligations d'une même émission.....	120
2.1.5. Désignation d'un représentant des obligataires.....	120
2.1.6. Détention de ses propres obligations.....	120

2.2. FORME DES OBLIGATIONS	121
2.2.1. Obligations nominatives.....	121
2.2.2. Obligations dématérialisées.....	121
2.2.3. Obligations au porteur	122
2.3. TRANSFERT DES OBLIGATIONS	122
2.4. ORGANE COMPÉTENT POUR DÉCIDER L'ÉMISSION D'OBLIGATIONS.....	123
2.5. LIBÉRATION DES OBLIGATIONS	123
2.6. PARTICIPATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'ACTIONNAIRES.....	123
2.7. OFFRE AU PUBLIC.....	124
3. <i>Classification des obligations</i>	124
3.1. CLASSIFICATION SELON LES GARANTIES OFFERTES.....	124
3.1.1. Obligations ordinaires	124
3.1.2. Obligations subordonnées.....	124
3.1.3. <i>Covered Bonds</i>	125
3.2. CLASSIFICATION SELON LA FORME DES REVENUS PRODUITS.....	125
3.3. CLASSIFICATION SELON LE TAUX D'ÉMISSION ET LE TAUX DE REMBOURSEMENT DE L'OBLIGATION.....	126
3.4. CLASSIFICATION SELON LES MODALITÉS DE REMBOURSEMENT	127
4. <i>Obligations convertibles et droits de souscription</i>	127
4.1. DÉFINITIONS.....	127
4.2. MÉCANISME FINANCIER	128
4.3. ÉMISSION D'OBLIGATIONS CONVERTIBLES ET DROITS DE SOUSCRIPTION..	129
4.3.1. Organe compétent pour décider de l'émission.....	129
4.3.2. Procédure d'émission	130
4.3.2.1. Rapport spécial du conseil d'administration et du commissaire	130
4.3.2.2. Société cotée	130
4.3.2.3. Émission décidée par le conseil d'administration .	131
4.3.3. Conditions de l'émission.....	131
4.3.4. Respect du droit de préférence	131
4.3.5. Titres sous-jacents à l'obligation convertible	131
4.3.6. Objet du droit de souscription.....	132
4.3.7. Libération	132
4.3.8. Délais d'exercice	132
4.3.8.1. Délai de conversion de l'obligation convertible	132
4.3.8.2. Délai d'exercice du droit de souscription	133
4.3.9. Augmentation du capital social potentielle.....	133
4.3.10. Procédure d'augmentation du capital social.....	133
4.3.11. Mesures anti-O.P.A.....	135
4.4. AUTRES CRÉATIONS DE LA PRATIQUE	135

CHAPITRE 4. PUBLICITÉ DES PARTICIPATIONS IMPORTANTES.....	137
Section 1. Introduction.....	137
Section 2. Émetteurs dont les titres sont visés.....	138
Section 3. Titres devant faire l'objet d'une notification	140
1. <i>Titres conférant le droit de vote (L. Transparence, art. 6, §§ 1 à 4).....</i>	<i>140</i>
2. <i>Instruments financiers assimilés (L. Transparence, art. 6, § 6).....</i>	<i>141</i>
3. <i>Convention portant sur les droits de vote (L. Transparence, art. 7).....</i>	<i>144</i>
Section 4. Événements déclenchant l'obligation de notification.....	144
1. <i>Acquisition ou cession de titres.....</i>	<i>145</i>
2. <i>Première admission à la négociation.....</i>	<i>146</i>
3. <i>Événement modifiant la répartition des droits de vote sans acquisition ou cession.....</i>	<i>146</i>
4. <i>Action de concert.....</i>	<i>147</i>
Section 5. Quotité de droits de vote.....	149
1. <i>Moment et information</i>	<i>149</i>
2. <i>Calcul.....</i>	<i>149</i>
Section 6. Personnes tenues à notification et obligations des émetteurs.....	150
1. <i>Obligations des détenteurs de titres.....</i>	<i>150</i>
1.1. <i>ACQUISITION, CESSON OU DÉTENTION DIRECTE OU INDIRECTE</i>	<i>151</i>
1.2. <i>OPÉRATION SUR DES TITRES CONFÉRANT LE DROIT DE VOTE OU SUR DES DROITS DE VOTE</i>	<i>152</i>
1.3. <i>PERSONNES PARTIES À UNE ACTION DE CONCERT.....</i>	<i>152</i>
1.4. <i>ENTREPRISES CONTRÔLÉES ET ENTREPRISES MÈRES</i>	<i>153</i>
1.5. <i>PARTICIPATIONS DÉMEMBRÉES OU EN INDIVISION.....</i>	<i>153</i>
2. <i>Obligations des émetteurs.....</i>	<i>154</i>
Section 7. Exemptions.....	155
1. <i>Acquisition aux fins de compensation et de règlement de transactions (L. Transparence, art. 10, § 1^{er}).....</i>	<i>155</i>
2. <i>Dépositaires de titres (L. Transparence, art. 10, § 2).....</i>	<i>155</i>
3. <i>Teneurs de marché (L. Transparence, art. 10, § 3).....</i>	<i>156</i>
4. <i>Portefeuille de négociation (L. Transparence, art. 10, § 4).....</i>	<i>156</i>
5. <i>Droits de vote attachés à des actions acquises à des fins de stabilisation (L. Transparence, art. 10, § 4bis).....</i>	<i>157</i>

6. Titres remis aux banques centrales membres du Système européen des banques centrales ou par ceux-ci dans leurs fonctions d'autorités monétaires (L. Transparence, art. 10, § 5).....	158
7. Exemption à l'obligation d'agrégation dans le chef de l'entreprise mère d'une société de gestion ou d'une entreprise d'investissement	158
8. Opérations à court terme (A.R. Transparence, art. 19).....	159
Section 8. Identification des actionnaires.....	160
Section 9. Conséquences civiles, administratives et pénales.....	161
1. Conséquences civiles.....	161
2. Conséquences pénales.....	163
3. Conséquences administratives	163
Section 10. Déclaration des participations importantes dans les sociétés non cotées.....	165
CHAPITRE 5. CERTIFICATION.....	169
Section 1. Nature et objectifs	169
Section 2. Entité émettrice des certificats.....	171
Section 3. Collaboration de la société dont les actions sont certifiées.....	171
Section 4. Forme des certificats.....	172
Section 5. Obligations de l'émetteur de certificats	172
Section 6. Droits du titulaire de certificats	173
CHAPITRE 6. TRANSFERTS DE TITRES.....	175
Section 1. Transferts en général	175
Section 2. Restrictions à la cession.....	178
1. Restrictions légales.....	178
1.1. ACTIONS NON ENTIÈREMENT LIBÉRÉES	178
1.2. PLUS D'INCESSIBILITÉ TEMPORAIRE DES PARTS BÉNÉFICIAIRES	179
1.3. INCESSIBILITÉ TEMPORAIRE DES ACTIONS ÉMISES EN FAVEUR DU PERSONNEL	179
1.4. INCESSIBILITÉ TEMPORAIRE D'ACTIONS ÉMISES À L'OCCASION D'UNE O.P.A.	180
2. Restrictions statutaires et conventionnelles.....	180
2.1. INTRODUCTION.....	180
2.2. NOTIONS.....	181
2.2.1. Clauses expressément visées par le Code des sociétés et des associations.....	181

2.2.1.1. Clause d'agrément.....	181
a. Définition.....	181
b. Motivation du refus d'agrément.....	181
c. Combinaison avec une clause de préemption....	182
2.2.1.2. Clause de préemption	182
a. Définition.....	182
b. Nature.....	182
c. Variantes.....	183
2.2.1.3. Clause d'inaliénabilité.....	184
a. Définition.....	184
b. Pratique	184
2.2.2. Clauses non expressément visées par le Code des sociétés et des associations.....	184
2.2.2.1. Clauses de sortie conjointe (droit de suite et obligation de suite)	185
2.2.2.2. Clauses d'option	186
3. Régime des clauses expressément visées par le Code des sociétés et des associations.....	189
3.1. TITRES VISÉS.....	189
3.2. ACTES VISÉS	189
3.3. LIMITATION DANS LE TEMPS DES CLAUSES D'AGRÉMENT ET DE PRÉEMPTION.....	190
3.4. MOMENT DE LA CESSIION ET DÉTERMINATION DU PRIX EN CAS D'APPLICATION D'UNE CLAUSE D'AGRÉMENT OU DE PRÉEMPTION.....	191
3.5. CESSIBILITÉ ENTRE VIFS ET TRANSMISSIBILITÉ À CAUSE DE MORT	193
3.6. DISPOSITIONS PROPRES À LA CLAUSE D'INALIÉNABILITÉ	193
3.7. RÉDACTION DE CLAUSES D'AGRÉMENT, DE PRÉEMPTION ET D'INALIÉNABILITÉ.....	195
3.8. EXCLUSION ET RETRAIT	197
3.9. RÉGIME SPÉCIAL APPLICABLE EN CAS D'O.P.A.....	197
3.10. SANCTIONS DES CLAUSES CONTRAIRES AU RÉGIME DU CODE DES SOCIÉTÉS ET DES ASSOCIATIONS.....	199
3.11. OPPOSABILITÉ DES CLAUSES LIMITANT LA CESSIBILITÉ DES TITRES	200
Section 3. Prix de la cession	203
1. L'exigence d'un prix déterminé ou déterminable (art. 1591 et 1592 C. civ.).....	203
2. Les clauses d'ajustement de prix et les clauses d'« Earn-Out »	206

Section 4. Garanties légales et conventionnelles en matière de cession d'actions	208
1. <i>Une protection insuffisante offerte par le droit commun</i>	208
1.1. PRINCIPE GÉNÉRAL	208
1.2. L'OBLIGATION D'INFORMATION ET LA <i>CULPA IN CONTRAHENDO</i>	209
1.3. LE DOL ET LA RÉTICENCE DOLOSIVE	210
1.4. L'ERREUR (VICE DE CONSENTEMENT)	212
1.5. LES GARANTIES LÉGALES DU VENDEUR	213
2. <i>Les garanties conventionnelles du vendeur dans les conventions de cession d'actions</i>	214
2.1. LES NOTIONS DE « DÉCLARATIONS » ET DE « GARANTIES »	214
2.2. AUTONOMIE DES GARANTIES CONTRACTUELLES EN MATIÈRE DE CESSION D'ACTIONS PAR RAPPORT AU RÉGIME DE LA RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE	216
2.3. LES LIMITES DE LA GARANTIE CONVENTIONNELLE DES VENDEURS	218

TITRE 3

Administration et gestion

CHAPITRE 1. STATUT DE L'ADMINISTRATEUR	223
Section 1. Généralités	223
Section 2. Caractéristiques	225
1. <i>Fonction élective</i>	225
1.1. PRINCIPES	225
1.2. CONDITIONS ET CAPACITÉS	226
1.3. INDÉPENDANCE	226
1.4. CLAUSES STATUTAIRES	229
1.5. INCOMPATIBILITÉS ET INTERDICTIONS	232
1.6. CARACTÈRE TEMPORAIRE DE LA DÉSIGNATION	233
2. <i>Fonction rémunérée</i>	240
2.1. COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE	240
2.2. PRÉSUMPTION DE RÉMUNÉRATION	241
2.3. OBJECTIFS DE LA RÉMUNÉRATION	241
2.4. TYPES DE RÉMUNÉRATION	242
2.5. SOCIÉTÉ COTÉES – POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION, COMITÉ DE RÉMUNÉRATION, ET RAPPORT DE RÉMUNÉRATION	243
2.6. SOCIÉTÉ COTÉES – ENCADREMENT DE LA RÉMUNÉRATION VARIABLE ET DE L'INDEMNITÉ DE DÉPART	246

3. <i>Fonction indépendante</i>	249
4. <i>Statut spécifique de l'administrateur personne morale</i>	250
CHAPITRE 2. ORGANE D'ADMINISTRATION	255
Section 1. Introduction	255
Section 2. Système moniste	257
1. <i>Conseil d'administration</i>	257
1.1. COMPOSITION.....	257
1.2. POUVOIRS.....	258
1.3. FONCTIONNEMENT.....	260
2. <i>Administrateur unique</i>	263
Section 3. Le système dualiste : un conseil de surveillance et un conseil de direction	265
1. <i>Scission des pouvoirs d'administration</i>	265
2. <i>Le conseil de surveillance</i>	265
3. <i>Le conseil de direction</i>	267
Section 4. Organisation des pouvoirs	268
1. <i>Distinction entre pouvoir de décision et pouvoir de représentation..</i>	268
2. <i>Répartition interne des tâches</i>	269
3. <i>Gestion journalière</i>	269
4. <i>Délégations particulières</i>	271
5. <i>Pouvoir de représentation dans l'ordre externe</i>	272
CHAPITRE 3. COMITÉS CONSULTATIFS	275
Section 1. Comité d'audit	276
1. <i>Introduction</i>	276
2. <i>Structure et champ d'application des articles 7:99 et 7:119</i>	277
2.1. CHAMP D'APPLICATION.....	277
2.1.1. Les entités d'intérêt public.....	277
2.1.2. Les sociétés dont des valeurs mobilières sont cotées sur un marché réglementé.....	278
2.1.3. Exemptions à l'obligation de constituer un comité d'audit.	279
2.1.4. Les sociétés soumises à un contrôle prudentiel.....	280
3. <i>Constitution et composition du comité d'audit</i>	281
3.1. ADMINISTRATEUR NON EXÉCUTIF.....	282
3.2. ADMINISTRATEUR INDÉPENDANT.....	282
3.3. ADMINISTRATEUR COMPÉTENT.....	283

3.4. DÉSIGNATION, MOTIVATION, JUSTIFICATION ET PUBLICITÉ.....	283
4. <i>Missions du comité d'audit</i>	284
4.1. SUIVI DU PROCESSUS D'ÉLABORATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE...	284
4.2. SUIVI DU CONTRÔLE INTERNE ET DE LA GESTION DES RISQUES.....	285
4.3. SUIVI DU CONTRÔLE LÉGAL DES COMPTES ANNUELS.....	285
4.4. EXAMEN ET SUIVI DE L'INDÉPENDANCE DU COMMISSAIRE	286
5. <i>Compétence du comité d'audit en ce qui concerne le commissaire</i> ..	288
5.1. NOMINATION DU COMMISSAIRE	288
5.2. DÉROGATION À LA RÈGLE « ONE-TO-ONE »	289
6. <i>Méthode de travail du comité d'audit</i>	289
Section 2. Comité de rémunération	290
1. <i>Introduction</i>	290
2. <i>Champ d'application</i>	291
3. <i>Composition</i>	292
4. <i>Missions</i>	293
5. <i>Méthode de travail</i>	294
Section 3. Comité de nomination	294
CHAPITRE 4. CONFLITS D'INTÉRÊTS	295
Section 1. Les conflits d'intérêts dans le chef d'un membre de l'organe d'administration	295
1. <i>Champ d'application</i>	296
1.1. NATURE DE L'INTÉRÊT EN CAUSE	296
1.1.1. Intérêt opposé.....	296
1.1.2. Intérêt direct ou indirect.....	296
1.1.3. Intérêt de nature patrimoniale.....	297
1.2. SOCIÉTÉS CONCERNÉES.....	298
1.3. ORGANE VISÉ.....	298
1.4. DÉCISIONS ET OPÉRATIONS VISÉES	299
1.5. EXCEPTIONS.....	300
1.5.1. Opérations intra-groupe	300
1.5.2. Opérations habituelles.....	300
1.6. RENFORCEMENT STATUTAIRE.....	301
2. <i>Procédure</i>	301
2.1. SYSTÈME MONISTE (ART. 7:96).....	302
2.1.1. Déclarations de l'administrateur.....	302
2.1.2. Réunion du conseil d'administration	302
2.1.3. Information des actionnaires.....	305

2.2. SYSTÈME DUAL (ART. 7:115 ET S.).....	306
2.2.1. Conflit d'intérêts au sein du conseil de surveillance (art. 7:115).....	306
2.2.1.1. Déclarations du membre du conseil de surveillance	306
2.2.1.2. Réunion du conseil de surveillance	306
2.2.1.3. Information des actionnaires.....	306
2.2.2. Conflit d'intérêts au sein du conseil de direction (art. 7:117).....	307
2.3. ADMINISTRATEUR UNIQUE (ART. 7:102 ET S.).....	307
2.3.1. Administrateur unique – personne physique.....	307
2.3.2. Administrateur unique – personne morale.....	307
2.3.3. Administrateur unique – actionnaire unique.....	308
2.3.4. Réunion de l'assemblée générale, des autres membres de l'organe d'administration ou de l'administrateur unique également actionnaire unique.....	308
2.3.5. Information du commissaire.....	308
2.3.6. Information des actionnaires.....	308
3. Nullité.....	308
4. Responsabilité des administrateurs.....	309
4.1. EN CAS DE NON-RESPECT DE LA PROCÉDURE.....	309
4.2. EN CAS DE RESPECT DE LA PROCÉDURE	310
Section 2. Les conflits d'intérêts au sein des sociétés cotées et les transactions avec des parties liées	311
1. <i>Bref historique de la réglementation des conflits d'intérêts dans les sociétés cotées.....</i>	<i>311</i>
2. <i>Champ d'application.....</i>	<i>312</i>
2.1. SOCIÉTÉS VISÉES	312
2.2. DÉCISIONS ET OPÉRATIONS VISÉES.....	313
2.2.1. Définition	313
2.2.2. Exceptions.....	314
2.3. RELATIONS VISÉES.....	317
2.3.1. Partie liée à la société cotée (art. 7:97, § 1 ^{er} , al. 1 ^{er} – 7:116, § 1 ^{er} , al. 1 ^{er} – 7:117, § 2).....	317
2.3.2. Extension à certaines filiales (art. 7:97, § 1 ^{er} , al. 2 – 7:116, § 1 ^{er} , al. 2 – 7:117, § 2).....	321
2.3.3. Filiales non cotées (art. 7:97, § 1 ^{er} , al. 2 – 7:116, § 1 ^{er} , al. 2 – 7:117, § 2, al. 3).....	323
2.4. ORGANES VISÉS.....	324
3. <i>Procédure.....</i>	<i>325</i>
3.1. COMITÉ D'ADMINISTRATEURS INDÉPENDANTS.....	326

LARCIER

2.1.1.4. Pouvoir d'appréciation du juge.....	367
2.1.2. Applications.....	368
2.2. LE DOMMAGE.....	374
2.3. LE LIEN DE CAUSALITÉ.....	376
2.3.1. La procédure de sonnette d'alarme.....	376
2.3.2. Le non-respect des formalités de dépôt des comptes annuels à la Banque nationale de Belgique (art. 3:10, al. 3).....	379
3. <i>La faute de gestion grave et caractérisée</i>	379
3.1. LA FAUTE.....	379
3.1.1. Responsabilité personnelle, avec ou sans solidarité, de tout ou partie des dettes sociales en cas de faillite.....	380
3.1.2. Responsabilité personnelle et solidaire pour la totalité ou une partie des cotisations sociales en cas de faillite.....	392
3.1.3. Les débiteurs de la réparation.....	394
3.2. LE DOMMAGE.....	395
3.3. LE LIEN DE CAUSALITÉ.....	398
4. <i>La faute aquilienne</i>	400
4.1. LA FAUTE.....	400
4.1.1. Principe.....	400
4.1.2. Les débiteurs de la réparation.....	402
4.1.3. Applications.....	402
4.1.4. Le rapport entre la faute aquilienne et la faute de gestion...	404
4.2. LE DOMMAGE.....	412
4.3. LE LIEN DE CAUSALITÉ.....	413
Section 3. La limitation de la responsabilité des administrateurs...	413
1. <i>Champ d'application</i>	413
2. <i>Exclusions de la limitation de responsabilité</i>	417
3. <i>Seuils et montants maximaux à l'égard desquels la responsabilité des administrateurs est limitée</i>	419
4. <i>Interdiction des clauses d'exonération ou de garantie</i>	421
5. <i>Cumul de fonctions d'administrateur et d'employé</i>	422
6. <i>Notion d'administrateurs « publics »</i>	423
Section 4. L'action en responsabilité	424
1. <i>Titulaires de l'action</i>	424
1.1. LA SOCIÉTÉ.....	424
1.2. LES CRÉANCIERS.....	428
1.3. L'ACTIONNAIRE.....	430
1.4. LE CURATEUR.....	431

2. <i>Juridiction compétente</i>	434
3. <i>Prescription</i>	436
4. <i>Disposition transitoire – Application de la loi dans le temps</i>	437
CHAPITRE 6. NULLITÉ DES DÉCISIONS	441

TITRE 4

Les assemblées générales

CHAPITRE 1. ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES	445
Section 1. Introduction	445
Section 2. Pouvoirs de l'assemblée générale	449
Section 3. Les particularités de l'assemblée générale par écrit	456
1. <i>Conditions</i>	457
2. <i>Formalités de convocation</i>	459
3. <i>Date</i>	460
4. <i>Initiative et modalités pratiques</i>	460
Section 4. Préparation de l'assemblée générale	461
1. <i>Pouvoir de convocation</i>	461
1.1. L'ORGANE D'ADMINISTRATION	461
1.1.1. Convocations facultatives	462
1.1.2. Convocations obligatoires	462
1.2. COMMISSAIRES.....	463
1.3. LIQUIDATEUR.....	463
1.4. AUTRES PERSONNES	464
1.5. COURS ET TRIBUNAUX.....	464
2. <i>Formalités relatives aux convocations</i>	465
2.1. AVIS DE CONVOCATION	465
2.1.1. Mentions obligatoires.....	465
2.1.2. Contentieux.....	471
2.2. COMMUNICATION.....	472
2.2.1. Délais.....	472
2.2.2. Formes de communication	474
2.2.3. Contentieux.....	476
3. <i>Informations préalables</i>	477
3.1. DOCUMENTS ADRESSÉS EN COPIE.....	477
3.2. MISE À DISPOSITION DE DOCUMENTS	477

3.2.1. Au siège.....	477
3.2.2. Via le site internet.....	477
3.3. DOCUMENTS PARTICULIERS.....	479
4. Émission des formulaires pour le vote à distance.....	479
5. Droit de report de l'assemblée par l'organe d'administration.....	482
Section 5. Tenue des assemblées générales.....	483
1. Phase constitutive.....	483
1.1. VÉRIFICATION DES FORMALITÉS LÉGALES ET STATUTAIRES.....	483
1.1.1. Sociétés ordinaires.....	484
1.1.2. Sociétés cotées.....	484
1.2. PARTICIPATION À DISTANCE.....	486
1.3. VÉRIFICATION DES PROCURATIONS.....	488
1.3.1. Vote par procuration.....	488
1.3.2. Contrôle des procurations déposées.....	491
1.4. CONSEILLERS EN VOTE.....	492
1.5. LISTE DES PRÉSENCES.....	492
1.6. LE BUREAU ET LES PROCÈS-VERBAUX.....	493
2. Phase délibérative.....	495
2.1. DROIT D'INTERPELLATION DES ACTIONNAIRES.....	495
2.2. EXERCICE DU DROIT DE VOTE.....	502
2.2.1. Actionnaires.....	502
2.2.2. Détenteurs de parts bénéficiaires.....	508
2.2.3. Autres détenteurs.....	509
2.3. MAJORITÉS REQUISES ET QUORUMS DE PRÉSENCE.....	509
2.3.1. Règle générale.....	509
2.3.2. Majorités et quorums particuliers.....	510
2.3.2.1. Modification des statuts.....	510
2.3.2.2. Modification de l'objet.....	510
2.3.2.3. Modification des droits respectifs des classes d'actions.....	511
2.4. SUSPENSION DU DROIT DE VOTE.....	512
2.4.1. Libération du capital.....	512
2.4.2. Souscription d'actions propres.....	512
2.4.3. Participations croisées.....	512
2.4.4. Acquisition par une société de ses propres actions et acquisition par une filiale des actions de sa société mère.....	513
2.4.5. Déclaration de possession de titres.....	513
2.4.6. Titres ayant une pluralité de propriétaires.....	514
2.4.7. Suspension judiciaire.....	514
2.5. LIMITES STATUTAIRES.....	514

2.6. MODALITÉS D'EXERCICE : LES PACTES DE VOTATION.....	517
2.6.1. Typologie.....	518
2.6.2. Régime légal.....	519
2.6.3. Exécution forcée.....	521
2.6.4. Annulation des décisions de l'assemblée générale.....	523
2.7. PROROGATION DE L'ASSEMBLÉE.....	524
2.8. REPORT DE L'ASSEMBLÉE.....	524
2.9. DROIT DE VOTE ET ABUS.....	525
2.10. BLOCAGE AU SEIN DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.....	527
2.10.1. Avant le vote au sein de l'assemblée.....	527
2.10.1.1. Désignation d'un administrateur provisoire.....	527
2.10.1.2. Actions basculantes.....	528
2.10.1.3. Décision contraignante d'un tiers.....	529
2.10.1.4. Prévention d'un abus de minorité.....	529
2.10.2. Après le vote au sein de l'assemblée.....	530
3. Clôture et force obligatoire de l'assemblée générale.....	531
3.1. CLÔTURE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.....	531
3.2. PROCÈS-VERBAL.....	531
3.2.1. Définition.....	531
3.2.2. Contenu.....	531
3.2.3. Nécessité d'un acte authentique.....	535
3.2.4. Opposabilité.....	536
Section 6. Assemblée générale des actionnaires selon le Code 2020	536
CHAPITRE 2. ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES OBLIGATAIRES.....	541
Section 1. Convocation de l'assemblée.....	542
Section 2. Compétences de l'assemblée générale des obligataires...	542
1. Assouplissement des conditions du prêt.....	542
2. Substitution d'actions aux obligations.....	543
3. Autres compétences.....	543
Section 3. Participation à l'assemblée.....	543
Section 4. Tenue de l'assemblée.....	544
1. Liste des présences.....	544
2. Époque.....	544
3. Quorum de présence.....	544
4. Majorité.....	544
5. Vote électronique ou accord écrit.....	545
Section 5. Assemblées spéciales.....	545

Section 6. Modalités d'exercice du droit de vote..... 545

Section 7. Nullité des décisions..... 546

CHAPITRE 3. LA NULLITÉ DES DÉCISIONS DES ORGANES
ET DES DÉCISIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES OBLIGATAIRES 547

1. *Motifs*..... 548

1.1. IRRÉGULARITÉS DE FORME AYANT PU INFLUENCER LA DÉLIBÉRATION
OU LE VOTE, OU COMMISES DANS UNE INTENTION FRAUDULEUSE
(ART. 2:42, 1°)..... 548

1.2. ABUS DE DROIT, ABUS, EXCÈS DE POUVOIR OU DÉTOURNEMENT
DE POUVOIR (ART. 2:42, 2°)..... 550

1.3. EXERCICE DE DROITS DE VOTE SUSPENDUS (ART. 2:42, 3°)..... 558

1.4. « POUR TOUTE AUTRE CAUSE PRÉVUE PAR LE PRÉSENT CODE »
(ART. 2:42, 4°)..... 558

2. *La nullité des votes et abus de minorité (art. 2:43)*..... 559

3. *Procédure*..... 560

TITRE 5

Capital

INTRODUCTION 567

CHAPITRE 1. INTÉGRITÉ DU CAPITAL..... 569

Section 1. Répartition bénéficiaire 569

1. *Réserves*..... 569

1.1. RÉSERVES OBLIGATOIRES 569

1.2. RÉSERVES STATUTAIRES..... 570

1.3. RÉSERVES LIBRES..... 570

1.4. REPORT À NOUVEAU 571

2. *Distributions*..... 571

2.1. LIMITES..... 571

2.2. DROIT AUX DIVIDENDES..... 572

2.3. RAPPORTS CHRONOLOGIQUES ENTRE TITULAIRES..... 574

2.4. MODE DE PAIEMENT DU DIVIDENDE 574

2.5. PRESCRIPTION 575

2.6. ACOMPTES SUR DIVIDENDES 575

2.7. DISTRIBUTION D'UN DIVIDENDE EXCEPTIONNEL PAR UNE ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE..... 577

2.8. SANCTIONS.....	579
Section 2. Acquisition de titres propres.....	580
1. <i>Acquisition par la société elle-même</i>	580
1.1. CONDITIONS DE L'ACQUISITION	583
1.1.1. Règles générales (art. 7:215, § 1 ^{er} , al. 1 ^{er}).....	583
1.1.2. Dérogation partielle : dispense de décision de l'assemblée générale	586
1.1.3. Dérogation générale à toutes les conditions.....	586
1.2. RÉGLEMENTATION DE LA DÉTENTION DE TITRES PROPRES	588
1.2.1. Droit de vote	588
1.2.2. Droit aux dividendes	588
1.2.3. Réserve indisponible	588
1.2.4. Information	589
1.3. ALIÉNATION	589
1.3.1. Aliénation obligatoire dans un délai	589
1.3.2. Régime des aliénations.....	589
1.3.3. Sanctions	590
2. <i>Acquisition de titres d'une société anonyme par une filiale directe...</i>	591
2.1. RÉGIME.....	591
2.2. SANCTIONS.....	592
3. <i>Acquisition de titres d'une société anonyme cotée par une filiale indirecte</i>	592
3.1. RÉGIME.....	592
3.2. DEVOIR D'INFORMATION.....	593
4. <i>Financement par une société anonyme de l'acquisition de ses titres par un tiers</i>	593
4.1. PRINCIPE.....	593
4.2. DÉROGATIONS.....	596
4.3. SANCTION	597
5. <i>Prise en gage d'actions, de parts bénéficiaires ou de certificats propres</i>	597
5.1. PRINCIPE	597
5.2. EXCEPTIONS	598
5.3. SANCTIONS.....	598
Section 3. Participations réciproques.....	598
1. <i>Champ d'application</i>	598
2. <i>Participations réciproques entre société mère et société filiale</i>	599
2.1. RÉGLEMENTATION	599

Section 4. Pertes du capital social	600
1. <i>Réduction de l'actif net en dessous de la moitié ou du quart du capital</i>	600
1.1. DÉLIBÉRATION REQUISE.....	600
1.1.1. Perte de moitié.....	600
1.1.2. Perte des trois quarts.....	601
1.2. SANCTIONS.....	602
2. <i>Diminution de l'actif net à un montant inférieur au minimum du capital légal</i>	603
CHAPITRE 2. AUGMENTATION DU CAPITAL	605
Section 1. Notion	605
Section 2. Conditions de fond	606
1. <i>Organe compétent</i>	606
1.1. ASSEMBLÉE OU CONSEIL.....	606
2. <i>Règles de base</i>	606
2.1. DROIT DE PRÉFÉRENCE.....	606
2.2. SOUSCRIPTION.....	606
2.3. LIBÉRATION.....	606
2.4. APPORTS EN NATURE.....	607
3. <i>Sanctions en cas de violation des conditions de fond</i>	607
Section 3. Conditions de forme	607
1. <i>Décision d'augmenter le capital</i>	608
1.1. DÉCISION PRISE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.....	608
1.2. DÉCISION PRISE PAR L'ORGANE D'ADMINISTRATION.....	608
1.3. NÉCESSITÉ D'UN ACTE AUTHENTIQUE AU MOINS.....	608
1.4. PUBLICITÉ LÉGALE.....	609
2. <i>Sanctions</i>	609
2.1. DÉCISION IRRÉGULIÈRE.....	609
2.2. DÉFAUT D'ACTE AUTHENTIQUE.....	610
3. <i>Habilitation statutaire requise pour que l'organe d'administration puisse augmenter le capital</i>	610
3.1. GÉNÉRALITÉS.....	610
3.2. AUTORISATION LIMITÉE DANS LE TEMPS MAIS RENOUVELABLE.....	612
3.3. MONTANT DU CAPITAL AUTORISÉ.....	612
3.4. RAPPORT SPÉCIAL DE L'ORGANE D'ADMINISTRATION.....	613
3.5. APPORTS EN NATURE D'UN ACTIONNAIRE SIGNIFICATIF.....	614

Section 4. Les différents types d'augmentations de capital.....	615
1. <i>L'augmentation de capital avec apports nouveaux.....</i>	615
1.1. APPORTS EN NUMÉRAIRE.....	615
1.1.1. Compte spécial et attestation de dépôt.....	615
1.1.2. Rapport de l'organe d'administration et du commissaire	616
1.1.3. Respect du droit de préférence	616
1.2. APPORTS EN NATURE	616
1.2.1. Rapports sur les apports en nature.....	616
1.2.2. Apport de créance	619
1.2.3. Apport d'obligations ordinaires.....	620
1.2.4. Dividende optionnel	620
1.3. AUGMENTATION DE CAPITAL DIFFÉRÉE	621
2. <i>Augmentation de capital sans apports nouveaux.....</i>	621
2.1. NOTION	621
2.2. ÉMISSION OU NON DE TITRES NOUVEAUX.....	622
2.3. RÉSERVES POUVANT ÊTRE INCORPORÉES AU CAPITAL	622
Section 5. Mesures de protection en faveur des actionnaires.....	622
1. <i>Augmentation de capital en dessous du pair comptable.....</i>	622
1.1. DANGER D'UNE TELLE OPÉRATION	622
1.2. RÉGLEMENTATION	623
2. <i>Prime d'émission</i>	624
2.1. JUSTIFICATION.....	624
2.2. NOTION	625
3. <i>Droit de préférence</i>	626
3.1. DÉFINITION	626
3.2. CONDITIONS D'EXERCICE ET PUBLICITÉ	627
3.3. LIMITATION OU SUPPRESSION DU DROIT DE PRÉFÉRENCE.....	628
3.3.1. Par l'assemblée générale	629
3.3.2. Par l'organe d'administration.....	629
3.3.3. Exceptions.....	630
3.3.4. Limitation ou suppression du droit de préférence en faveur d'une ou de plusieurs personnes déterminées qui ne sont pas membres du personnel de la société ou de l'une de ses filiales.....	630
3.3.5. Droit de priorité	632
Section 6. Augmentation de capital réservée au personnel.....	633
1. <i>Règles de fond.....</i>	633
2. <i>Procédure.....</i>	634
3. <i>Conditions techniques posées par l'article 7:204</i>	635

Section 7. Prise ferme par une banque ou par un autre établissement financier	637
Section 8. Mesures particulières en cas d'offre publique d'acquisition	637
1. <i>Paralysie partielle du capital autorisé.....</i>	637
2. <i>Exceptions.....</i>	638
CHAPITRE 3. RÉDUCTION DU CAPITAL	639
Section 1. Notion.....	639
Section 2. Dispositions applicables à toutes les réductions de capital	640
1. <i>Décision de l'assemblée générale actée devant notaire.....</i>	640
2. <i>Traitement égal des actionnaires.....</i>	640
Section 3. Réductions de capital requérant la protection des créanciers	641
1. <i>Droit des créanciers d'exiger une sûreté.....</i>	641
2. <i>Procédure en cas de contestation</i>	643
3. <i>Délai d'attente</i>	643
4. <i>Volet fiscal.....</i>	643
Section 4. Réductions de capital sans protection des créanciers.....	644
1. <i>Réduction du capital en vue d'apurer une perte subie ou en vue de constituer une réserve pour une perte prévisible</i>	644
2. <i>Possibilité de réduire le capital en dessous du montant du capital minimal</i>	645
3. <i>Réduction du capital en vue de constituer une réserve indisponible</i>	646
4. <i>Réduction du capital à la suite de l'annulation des titres de la société acquis par elle en violation de la réglementation en matière d'acquisition de titres propres</i>	646

TITRE 6

Résolution des conflits internes et exclusions forcées

INTRODUCTION	651
CHAPITRE 1. L'EXCLUSION JUDICIAIRE	657
Section 1. Titulaires de l'action.....	657
Section 2. Les justes motifs.....	659
Section 3. La procédure.....	666

CHAPITRE 2. LE RETRAIT JUDICIAIRE	671
Section 1. Le fondement	671
Section 2. Les titulaires de l'action	672
Section 3. Les justes motifs	673
Section 4. La procédure	680
Section 5. Prix	681
 CHAPITRE 3. L'OFFRE DE REPRISE, CESSIION FORCÉE DU DROIT DE VOTE	683
 Bibliographie.....	685
 Index alphabétique.....	741